

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 03887

Numéro SIREN : 389 336 710

Nom ou dénomination : COMPAGNIE GENERALE D ENVIRONNEMENT DE CERGY
PONTOISE

Ce dépôt a été enregistré le 06/07/2022 sous le numéro de dépôt 22558



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

*Compagnie Générale
d'Environnement de
Cergy-Pontoise S.A.S. « CGECP »*
**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021
Compagnie Générale d'Environnement de Cergy-Pontoise S.A.S. « CGECP »
28 boulevard de Pasero - 92000 Nanterre
Ce rapport contient 33 pages
Référence : EJ-22-2-75

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n°14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Compagnie Générale d'Environnement de Cergy-Pontoise S.A.S. « CGECP »

Siège social : 28 boulevard de Pasero - 92000 Nanterre

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'attention de l'Associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compagnie Générale d'Environnement de Cergy Pontoise S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La société constitue des provisions pour couvrir les dépenses de gros entretien et de réparations des usines de traitement et pour ouvrir les coûts de fermeture et de suivi post-exploitation des centres de stockage des déchets, selon les modalités décrites en note « Provisions pour risques et charges » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Compagnie Générale d'Environnement de Cergy-Pontoise S.A.S. « CGECP »
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
31 mai 2022

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 31 mai 2022

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Eric Jacquet
Associé

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice 2021			Exercice 2020
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	30 517	30 517	0	0
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	30 517	30 517	0	0
Terrains	43 182	43 182	0	0
Constructions	12 857 546	12 855 702	1 844	65 002
Installations techniques, matériel	10 864 346	10 864 214	132	48 576
Autres immobilisations corporelles	374 703	374 703	0	588
Immobilisations en cours	1 756 205	1 756 205	0	1 351 629
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	25 895 982	25 894 006	1 976	1 465 795
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	141 989	0	141 989	438 009
TOTAL immobilisations financières	141 989	0	141 989	438 009
Total Actif Immobilisé (II)	26 068 488	25 924 523	143 965	1 903 805
Matières premières, approvisionnements	2 181 200	78 278	2 102 922	2 192 170
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	2 181 200	78 278	2 102 922	2 192 170
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	8 052 986	4 627	8 048 359	10 643 359
Autres créances	1 847 875	0	1 847 875	2 719 007
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances et divers	9 900 861	4 627	9 896 234	13 362 366
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	2 419	0	2 419	1 241
TOTAL Disponibilités	2 419	0	2 419	1 241
Charges constatées d'avance	8 432	0	8 432	24 477
Total Actif Circulant (III)	12 092 912	82 906	12 010 006	15 580 254
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	38 161 399	26 007 429	12 153 971	17 484 059

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice 2021	Exercice 2020
Capital social ou individuel dont versé : 300 000	300 000	300 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	0	0
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale	30 000	30 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
Report à nouveau	-6 386 020	-4 100 674
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	339 570	-2 285 346
Sous-Total : Situation Nette	-5 716 450	-6 056 020
Subventions d'investissement	0	13 936
Provisions réglementées	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	-5 716 450	-6 042 084
Produit des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	7 400	5 500
Provisions pour charges	4 324 913	5 812 136
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	4 332 313	5 817 636
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 394	5 551
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0	2 390 167	132 782
TOTAL Dettes financières	2 395 561	138 333
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 593 114	9 510 064
Dettes fiscales et sociales	1 844 282	2 244 866
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 736	251 037
Autres dettes	2 550 410	5 465 165
TOTAL Dettes d'exploitation et divers	10 990 543	17 471 131
Produits constatés d'avance	152 004	99 042
TOTAL DETTES (IV)	13 538 108	17 708 506
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	12 153 971	17 484 059

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2021			Exercice 2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	5 552 664	0	5 552 664	4 827 758
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	25 494 593	0	25 494 593	23 411 662
Chiffres d'affaires nets	31 047 256	0	31 047 256	28 239 419
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			335	40 156
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			2 082 147	1 214 300
Autres produits			10 038	10 991
Total des produits d'exploitation (I)			33 139 776	29 504 867
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			467 792	560 159
Variation de stock (marchandises)			-89 248	-454 547
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			0	0
Autres achats et charges externes			22 382 887	21 812 209
Impôts, taxes et versements assimilés			1 786 534	1 611 425
Salaires et traitements			3 447 131	3 530 717
Charges sociales			1 470 287	1 474 247
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	111 821	2 331 070
		Dotations aux provisions	1 756 205	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		407	2 237
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		59 961	1 170 187
Autres charges			1 179 751	662 321
Total des charges d'exploitation (II)			32 573 526	32 700 025
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			566 250	-3 195 158
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			130	393
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			130	393
Dotations financières aux amortissements et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			21 852	22 560
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			21 852	22 560
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			-21 722	-22 167
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			544 528	-3 217 325

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice 2021	Exercice 2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	14 306	934 739
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total des produits exceptionnels (VII)	14 306	934 739
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	48 519	2 760
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	48 519	2 760
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-34 213	931 979
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	170 745	0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	33 154 212	30 439 999
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	32 814 642	32 725 345
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	339 570	-2 285 346

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

COMPAGNIE GENERALE D'ENVIRONNEMENT DE CERGY-PONTOISE

Faits marquants de l'exercice

Néant

Evènements Post Clôture

Le contrat de CGECP avec la commune de Cergy Pontoise se terminera le 01/02/2022.

Suite à l'émergence du conflit en Europe de l'Est, la société CGECP suit avec la plus grande attention le développement de la situation. Toutefois, ce conflit n'impacte pas l'activité de CGECP et ne remet pas en cause la stabilité de la société.

Règles et méthodes comptables

Convention comptable générale

Les comptes annuels de l'exercice 2021 sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La société CGECP SAS a pour activité : la collecte, le tri et le traitement des déchets ménagers. Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2021 fait apparaître un total PASSIF de 12.153.970,75 euros et un bénéfice comptable de 339.569,68 euros.

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode des coûts historiques.

L'exercice arrêté le 31/12/2021 a une durée de 12 mois.

Principales règles comptables

Changement de méthode

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit et à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise.

Immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions, licences et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition. Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise :

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation :

	Mode	Durée
Concessions, brevets et droits similaires	Linéaire	3 ans
Autres immobilisations incorporelles :	Linéaire	3 ans

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation suivant le mode linéaire ou dégressif

	Mode	Durée
Agencement et aménagement de terrains 212*	Linéaire	10 ans
Constructions - 213* et 214*	Linéaire	5 ans à 30 ans
Installations techniques 215*	Linéaire	5 à 25 ans
Matériels de chantier 215*	Linéaire	5 ans
Autres matériels 215*	Linéaire	3 à 10 ans
Installations et agencements 2181*	Linéaire	10 ans
Matériel de bureau et informatique 2183*	Linéaire	3 ans
Matériel de transport 2182*	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier de bureau 2184*	Linéaire	10 ans

Stocks

Les stocks de marchandises, de matières premières et d'approvisionnements sont évalués selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré / FIFO (premier entré, premier sorti).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production (prix de revient), qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production. En revanche, le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure au cours du jour ou à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, une dépréciation des stocks est comptabilisée pour le montant de la différence. A la clôture 2021, la provision pour dépréciation des stocks s'élève à 78 K€.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. La provision pour dépréciation client est de 5 K€ au 31 décembre 2021.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation. S'agissant de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressource, la meilleure estimation du passif correspond à l'hypothèse la plus probable.

Provision GR

Les provisions pour renouvellement des immobilisations sont constituées pour assurer les grosses réparations des usines, conformément aux obligations contractuelles et aux usages de la profession en France.

Provision pour retraite et médailles du travail

En application de la recommandation ANC 2013-02 qui préconise de provisionner l'intégralité des engagements de retraite et avantages similaires, la société a comptabilisé les engagements relatifs aux médailles du travail et aux indemnités de départ en retraite.

Les droit acquis par les salariés au titre des indemnités de fin de carrières ont été déterminés en fonction de l'âge et de l'ancienneté de chaque salarié, de l'évolution des salaires, d'espérance de vie et de taux de rotation du personnel. L'engagement d'indemnisation retraite de CGECP calculé au 31 décembre 2021 est de 644 K€. Cet engagement est couvert par la comptabilisation de provision qui s'élève à 491 K€.

La provision pour médailles du travail s'élève à 63 K€ à la clôture de 2021.

Informations complémentaires

Compte de régularisation Passif

A titre de compensation du surcoût généré par les travaux de mise en conformité de l'incinérateur, la société CGECP a obtenu une augmentation du prix de traitement d'un de ses clients. Cette revalorisation a été versée dans son intégralité au cours de l'exercice 2006. Elle fait l'objet d'une comptabilisation en produit au rythme de la réalisation des services attachés, c'est-à-dire linéairement sur 15 ans, via le compte de produits constatés d'avance. Le solde des produits comptabilisés d'avance s'élève au 31 décembre 2021 à 152 K€.

ELEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AUX COMPTES DU BILAN ACTIF

COMPAGNIE GENERALE D'ENVIRONNEMENT DE CERGY-PONTOISE

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	30 517	0	0	
	Terrains	43 182	0	0	
Constructions	Sur sol propre	1 506 858	0	0	
	Sur sol d'autrui	10 284 896	0	0	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 065 792	0	0	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 864 346	0	0	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	213 426	0	0	
	Matériel de transport	26 345	0	0	
	Matériel de bureau et mobilier informatique	141 477	0	0	
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	
	Immobilisations corporelles en cours	1 351 629	0	404 576	
	Avances et acomptes	0	0	0	
	TOTAL (III)	25 497 951	0	404 576	
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	
	Autres participations	0	0	0	
	Autres titres immobilisés	0	0	0	
	Prêts et autres immobilisations financières	438 009	1 357 362	0	
	TOTAL (IV)	438 009	1 357 362	0	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	25 966 478	1 357 362	404 576	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation Valeur d'origine
		Virement	Cession		
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	0	0	30 517	0
	Terrains	0	0	43 182	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	1 506 858	0
	Sur sol d'autrui	0	0	10 284 896	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	1 065 792	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	0	10 864 346	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	213 426	0
	Matériel de transport	0	6 545	19 800	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	141 477	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
	Immobilisations corporelles en cours	0	0	1 756 205	0
	Avances et acomptes	0	0	0	0
	TOTAL (III)	0	6 545	25 895 982	0
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	0
	Autres participations	0	0	0	0
	Autres titres immobilisés	0	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	0	1 653 383	141 989	0
	TOTAL (IV)	0	1 653 383	141 989	0
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	0	1 659 928	26 068 488	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		30 517	0	0	30 517		
Terrains		43 182	0	0	43 182		
Constructions	Sur sol propre	1 481 085	24 464	0	1 505 549		
	Sur sol d'autrui	10 274 552	10 344	0	10 284 896		
	Installations générales, agencements	1 036 907	28 350	0	1 065 257		
Installations techniques, matériels et outillages		10 815 770	48 444	0	10 864 214		
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	213 426	0	0	213 426		
	Matériel de transport	25 976	0	6 176	19 800		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	141 259	218	0	141 477		
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0		
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		24 032 156	111 821	6 176	24 137 801		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		24 062 673	111 821	6 176	24 168 318		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel I	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M. Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titre	0			0			0
TOTAL		0	0	0	0	0	0
Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler		0	0	0	0		
Primes de remboursement des obligations		0	0	0	0		

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige	5 500	4 000	2 100	7 400
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	468 892	56 101	34 183	490 810
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	5 278 680	0	1 507 762	3 770 918
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	64 564	-140	1 239	63 185
TOTAL (II)	5 817 636	59 961	1 545 284	4 332 313
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	1 756 205	0	1 756 205
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	78 278	0	0	78 278
Provisions sur comptes clients	6 738	407	2 518	4 627
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	85 017	1 756 611	2 518	1 839 110
TOTAL GENERAL (I + II + III)	5 902 653	1 816 572	1 547 801	6 171 424
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 816 572	1 547 801	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Charges constatées d'avance et produits à recevoir

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charge d'exploitation diverse	8 432	0	0
TOTAL	8 432	0	0

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
	0
TOTAL	0

ELEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AUX COMPTES DU BILAN PASSIF

COMPAGNIE GENERALE D'ENVIRONNEMENT DE CERGY-PONTOISE

CAPITAL SOCIAL ET RESERVES

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	300 000						300 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	0						0
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	30 000						30 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	-4 100 674				-2 285 346		-6 386 020
Résultat de l'exercice	-2 285 346	339 570			2 285 346		339 570
Subventions d'investissement	13 936		13 936				0
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-6 042 084	339 570	13 936	0	0	0	-5 716 450

Composition du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	20 000			20 000	15
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
Total	20 000	0	0	20 000	

Subventions d'investissements

Date	Organisme	Biens subventionnés	Montant	Amortissement	
				Mode	Durée
2016	CACP	Centre tri CS	2 500 000,00	Linéaire	8 ans
2016	CACP	Déchetterie Linandes	1 846 229,18	Linéaire	8 ans
2020	CACP	Brumisateur - Déchetterie Linandes	30 428,69	Linéaire	8 ans

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions pour litige	5 500	4 000	2 100	7 400
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	468 892	56 101	34 183	490 810
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	5 278 680	0	1 507 762	3 770 918
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	64 564	-140	1 239	63 185
TOTAL (II)	5 817 636	59 961	1 545 284	4 332 313

Produits constatés d'avance et charges à payer

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Autres	152 004	0	0
TOTAL	152 004	0	0

Charges à payer

	Montant
	0
TOTAL	0

ETAT DES ECHEANCES, DES CREANCES ET DETTES

COMPAGNIE GENERALE D'ENVIRONNEMENT DE CERGY-PONTOISE

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
		Créances rattachées à des participations	0	0	0	
		Prêts	0	0	0	
		Autres immos financières	141 989	141 989	0	
		TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	141 989	141 989	0	
		Clients douteux ou litigieux	5 052	5 052	0	
		Autres créances clients	8 047 935	8 047 935	0	
		Créances représentatives de titres prêtés	0	0	0	
		Personnel et comptes rattachés	0	0	0	
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	0	
Etat et autres collectivités		Impôts sur les bénéfices	0	0	0	
		Taxe sur la valeur ajoutée	975 927	975 927	0	
		Autres impôts	0	0	0	
		Etat - divers	78 554	78 554	0	
		Groupes et associés	0	0	0	
		Débiteurs divers	793 394	793 394	0	
		TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	9 900 861	9 900 861	0	
		Charges constatées d'avance	8 432	8 432	0	
		TOTAL DES CREANCES	10 051 282	10 051 282	0	
		Prêts accordés en cours d'exercice	0			
		Remboursements obtenus en cours d'exercice	0			
		Prêts et avances consentis aux associés	0			
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
		Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0
		Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
		Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine	5 394	5 394	0	0
		Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine	0	0	0	0
		Emprunts et dettes financières divers	1 054 007	1 054 007	0	0
		Fournisseurs et comptes rattachés	6 593 114	6 593 114	0	0
		Personnel et comptes rattachés	617 037	617 037	0	0
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux	529 366	529 366	0	0
Etat et autres collectivités publiques		Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
		Taxe sur la valeur ajoutée	687 334	687 334	0	0
		Obligations cautionnées	0	0	0	0
		Autres impôts	10 545	10 545	0	0
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 736	2 736	0	0
		Groupes et associés	1 336 160	1 336 160	0	0
		Autres dettes	2 550 410	2 550 410	0	0
		Dettes représentatives de titres empruntés	0	0	0	0
		Produits constatés d'avance	152 004	152 004	0	0
		TOTAL DES DETTES	13 538 108	13 538 108	0	0
		Emprunts souscrits en cours d'exercice	0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
		Emprunts remboursés en cours d'exercice	0			

ELEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

COMPAGNIE GENERALE D'ENVIRONNEMENT DE CERGY-PONTOISE

Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	5 552 664	4 827 758	15%
Production vendue biens	0	0	0%
Production vendue services	25 494 593	23 411 662	9%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	31 047 256	28 239 419	10%
Chiffres d'affaires nets-Export	0	0	0%
Chiffres d'affaires nets	31 047 256	28 239 419	10%

Le chiffre d'affaire en K€ de la société est constitué comme suit :

Nature	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	Variation en %
Vente de Production énergétique	4 162		4 162	4 209	-1,12%
Vente Valorisables	1 341		1 341	560	139,46%
Déchets OM	17 150		17 150	16 660	2,94%
Tri Collecte Sélective	3 831		3 831	2 845	34,66%
Déchets Hospitaliers et Verts	4 502		4 502	3 907	15,23%
Autres	61		61	58	5,17%
TOTAL	31 047	0	31 047	28 239	9,94%

Résultat exceptionnel

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
67520000 Valeurs comptables immo corp DP	370	0
67880000 Charges exceptionnelles diverses	48 149	0
77520000 Produits de cession immo corporelles	0	370
77700000 Quote-part des subventions d'invest. au résultat	0	13 936
TOTAL	48 519	14 306

Participation des salariés

Conformément à l'accord de participation commun du personnel, aucune provision a été constituée pour participation des salariés en 2021.

Impôt sur les sociétés

Au 31 décembre 2021, le montant de l'impôt sur les bénéfices de la société CGECP s'élève à 170 745,00€.

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

COMPAGNIE GENERALE D'ENVIRONNEMENT DE CERGY-PONTOISE

Engagements contractuels et spécifiques**Crédit-bail**

	Constructions	Installations matériels outillages	Total
Valeur d'origine	1 127 773	10 925 594	12 053 367
Amortissements :			
· Cumuls exercices antérieurs	1 122 249	10 760 916	11 883 165
· Dotation de l'exercice	0	0	0
Total	1 122 249	10 760 916	11 883 165
Redevances payées :			
· Cumuls exercices antérieurs	1 772 048	15 177 014	16 949 062
· Exercices	0	0	0
Total	1 772 048	15 177 014	16 949 062
Redevances restant à payer :			
· A 1 an au plus	0	0	0
· A plus d'1 an et 5 ans au plus			0
· A plus de 5 ans			0
Total	0	0	0
Montant pris en charge dans l'exercice			0

Situation fiscale différée ou latente

<i>Libellé</i>	31/12/2021	31/12/2020
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	0	0
Subventions d'investissement	0	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif	0	0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	0	0
Total passif d'impôt futur	0	0
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	-490 810	-468 892
Autres risques et charges provisionnés	-78 278	-78 278
Charges à payer	-14 352	-16 764
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif	0	0
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	-8 397 025	-10 041 344
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	-8 980 465	-10 605 278
Total actif d'impôt futur	-2 319 654	-2 739 343
Situation nette	-2 319 654	-2 739 343

(1) Taux d'impôt :	25,83%	25,83%
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	25,00%	28,00%
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30%	3,30%
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	0,00%	0,00%

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Effectif moyen

L'effectif salarié moyen a changé par rapport à 2020, il est de 100 salariés au 31 décembre 2021.

Intégration fiscale

Depuis le 01/01/2003, la société COMPAGNIE GENERALE D'ENVIRONNEMENT DE CERGY-PONTOISE a opté pour le groupe d'intégration fiscale constitué par Veolia Environnement. Cette option a été reconduite pour une nouvelle période de cinq ans à compter du 01 janvier 2011. Veolia Environnement SA est seule redevable envers l'Administration française de l'impôt courant calculé sur la base de l'ensemble. L'économie susceptible d'en résulter est acquise à l'intégrante : Veolia Environnement SA. Cette option est sans incidence sur la charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisée par la société COMPAGNIE GENERALE D'ENVIRONNEMENT DE CERGY-PONTOISE

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de service entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe Veolia.

Identité de la société consolidante

Les comptes de COMPAGNIE GENERALE D'ENVIRONNEMENT DE CERGY-PONTOISE sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes de :

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
VEOLIA ENVIRONNEMENT 21 rue la Boétie 75008 PARIS	SA	3.498.626.330 euros	100%

COMPAGNIE GENERALE D'ENVIRONNEMENT DE CERGY PONTOISE
Société par Actions Simplifiée au capital de 300.000 euros
Siège Social : 28 boulevard de Pesaro 92000 NANTERRE
389 336 710 RCS NANTERRE

AFFECTATION DU RESULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT PROPOSÉE ET ADOPTÉE
PAR L'ASSOCIÉ UNIQUE LE 8 JUIN 2022

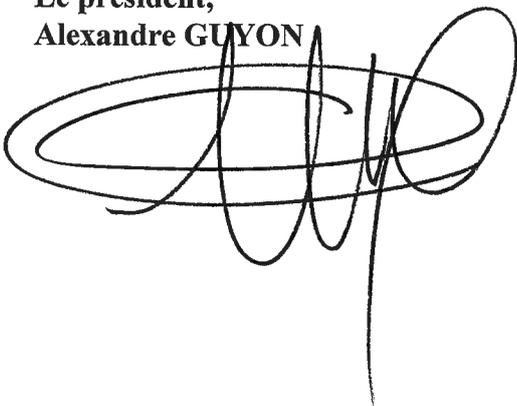
DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un résultat de 339.569,68 euros, au report à nouveau qui passera ainsi de -6.386.019,94 euros à -6.046.450,26 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'associé unique prend acte qu'aucun dividende n'a été versé au cours des trois derniers exercices.

Cette décision est adoptée.

Certifié conforme,
Le président,
Alexandre GUYON

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'AGUYON', written over the printed name 'Alexandre GUYON'.